

RETRAIT

DE LA LOI DARMANIN



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ET DE TOUTES LES LOIS RACISTES ET ANTISOCIALES!

ZOOM

Licenciements. « Jean-Charles Naouri passe Casino à la Moulinex »

Page 2

INTERNATIONAL

Argentine. Un mois de gouvernement Milei : libéralisme radical et attaques antidémocratiques

Page 4

ARGUMENTS

Extrême droite. Bruit de bottes en Europe et percée électorale

Page 5

CHAMP LIBRE

Logement : entretien avec Raphaël (Droit au logement Sud-Est)

Page 8

Édito

De Pretoria à Gaza : solidarité!

Par LOUISA DESOUCHES

Près de cent jours après le début de l'offensive sur la bande de Gaza qui a fait au moins 24 000 morts, la Cour internationale de justice (CIJ) tenait audience les 11 et 12 janvier sur la demande de mesures provisoires de l'Afrique du Sud contre Israël, accusé non seulement de ne pas avoir empêché mais aussi d'avoir commis un génocide contre les PalestinienNEs.

Dans un exposé minutieux de trois heures, sur lequel ont fait l'impasse la plupart des médias français, la délégation sud-africaine a détaillé les actes matériels et intentionnels constitutifs du génocide en cours et démontré l'intention manifeste de l'État israélien de détruire les infrastructures nécessaires à des conditions de vie dignes pour les PalestinienNEs dans l'ensemble des territoires occupés, resituant le projet génocidaire israélien dans le continuum de la violence coloniale, de la Nakba et du système d'apartheid.

Affichant toute l'arrogance de l'impunité du pouvoir colonial, l'équipe de défense n'a même pas cherché à réfuter les discours à visées génocidaires et s'est bornée à invoquer son droit à la légitime défense, en réponse invariablement aux actes commis par « le Hamas » — quand bien même ce droit est inopérant dans un contexte d'occupation — ainsi qu'à contester la compétence de la CIJ.

Si l'on peut espérer que l'organe judiciaire de l'ONU sera aussi prompt à protéger les PalestinienNEs qu'il l'a fait pour les UkrainienNEs en 2022, la charge symbolique de la réappropriation d'un instrument de l'impérialisme par un État qui connaissait il y a encore trente ans un régime raciste d'apartheid (d'ailleurs soutenu par le jeune État sioniste) a déjà marqué les esprits de celles et ceux qui luttent aux côtés du peuple palestinien.

Comme les PalestiniennEs de Ramallah qui se sont rassemblés au pied de la statue de Mandela, ce sont les drapeaux sud-africains qui étaient de sortie lors de la journée de mobilisation internationale du 13 janvier. En mettant sur le banc des accusés la responsabilité complice des États impérialistes, l'Afrique du Sud a non seulement démontré l'impotence de la supériorité morale que ceux-ci prétendent tirer de leur « humanisme ». Elle a surtout montré la nécessité de l'internationalisme et de la lutte anticoloniale. Et c'est bien la voie à suivre, seule à même de pouvoir faire pression sur Israël.

Bien dit

Que tous les policiers sont d'accord avec les autres policiers, on l'aura compris

ANTOINE VEY, AVOCAT DE THÉODORE LUHAKA, lors du procès des trois policiers, Tony Hochart, Jérémie Dulin et Marc-Antoine Castelain, devant les assises de la Seine-Saint-Denis pour interpellation violente à Aulnay-sous-Bois, en 2017

À la Une

ORDRE MORAL, RACISME, MÉPRIS SOCIAL

Retrait de la loi Darmanin et de toutes les lois racistes et antisociales

Clairmarais, Ermont, Andrésy, Caen, Dijon... Comme un canard sans tête, le nouveau Premier ministre a multiplié les déplacements et les coups de com'. Las, ses efforts sont vains, et sa jeunesse ne cache plus que le « nouveau » gouvernement semble avoir déjà du plomb dans l'aile.

On prend (un peu) les mêmes, et on recommence! Avec une bonne pincée de droite bien réactionnaire en plus. On se demande qui a bien pu faire un tel casting? Entre les conflits d'intérêts (dont le décompte n'entrerait pas dans cette parenthèse), la mise en examen de Rachida Dati pour « corruption » et « trafic d'influence » et les positions réactionnaires des uns, des unes et des autres, à commencer par la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, sarkozyste et soutien de la Manif pour tous... c'est le bal des vampires!

La ministre manque d'éducation

Un gouvernement manifestement sans foi ni loi, donc. Le « quoi qu'il coûte » démultiplié au service des amis banquiers et actionnaires de Monsieur Macron. Ce gouvernement un peu resserré en dit long sur la déshérence des macronistes et sur la fragilité du personnel politique de la bourgeoisie. Il révèle aussi et surtout la volonté de Macron de concentrer un peu plus encore les pouvoirs pour maintenir l'ordre moral et l'ordre social.

La première à nous le rappeler est Amélie Oudéa-Castéra, ministre de l'Éducation, dont on espère que sa mission sera aussi éphémère que son mépris de classe a été tonitruant. Révélateur de la déconnection de la macronie, du vide politique des fausses techniques managériales appliquées à l'État, la ministre a exprimé le plus clairement du monde

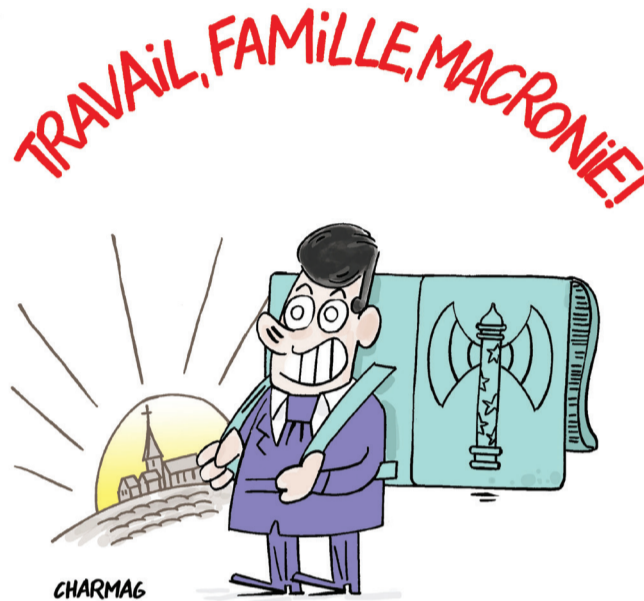
les intérêts qu'elle représente, incarnant jusqu'au bout la haute bourgeoisie. En exprimant son mépris pour l'école gratuite et publique, en mentant, elle a insulté enseignantEs et parents d'élèves. Difficile de se prendre davantage les pieds dans le tapis. Cela valait bien une casserole à l'école Littré... dans le néanmoins chicissime 6^e arrondissement de Paris!

Éviter les explosions de colère

Une piqûre de rappel pour Macron qui voulait laisser derrière lui les manifestations contre la réforme des retraites. Il le sait : les explosions sociales peuvent l'empêcher de faire des jeux Olympiques le moment de concorde et de rayonnement qu'il attend. Il continue de mettre

le feu aux poudres avec ses réformes antisociales et racistes, mais pense pouvoir éteindre les incendies en maniant d'un côté des discours auxquels plus personne ne croit et de l'autre la matraque.

Si bien des commentateurs estiment que Macron craint de voir le RN (crédité d'un socle de 30 % des intentions de vote) récolter les fruits de la situation aux prochaines élections européennes, le craint-il vraiment? Tant que la bourgeoisie et son personnel pourront utiliser cette peur pour éviter les grèves, les manifestations et les explosions de colère, elle le fera. Quand elle ne le pourra plus, elle continuera sa politique avec qui voudra la servir... Et Pourquoi pas le RN? D'ailleurs, on l'a vu lors du vote de la loi immigration le



CHARMAG

19 décembre dernier. Les députés Renaissance n'ont guère été nombreux à s'émouvoir d'avoir à voter un texte qui instaure la préférence nationale! Mauvais présage!

Toutes et tous dans la rue le 21 janvier contre la loi immigration

C'est donc sans attendre qu'il faut construire les ripostes dans les entreprises, dans les quartiers et réclamer le retrait de toutes les lois antisociales, l'arrêt de la marchandisation du monde, à commencer par tout ce qui concerne les biens essentiels : logement, santé, éducation, alimentation. Il nous faut des augmentations de salaires, pour toutes et tous, l'indexation des salaires sur les prix, prendre sur les profits.

C'est sans attendre que nous devons obtenir non seulement les mêmes droits mais aussi de nouveaux droits pour toutes et tous, d'où qu'on vienne. On vit ici, on travaille ici, on cotise ici... Des papiers pour toutes et tous ou des papiers pour personne! Alors, le dimanche 21 janvier, toutes et tous dans la rue contre la loi Darmanin. Le plus nombreux possible. Et après, tant qu'il le faudra...

Fabienne Dolt

À lire sur le site

Un gouvernement toujours plus homophobe et transphobe, par Sally Brina



TROIS MOIS DE GRÈVE AU CENTRE POMPIDOU!

Pour la défense de l'emploi durant le temps de fermeture du centre (cinq ans à minima) et pour l'accès de toutes et tous à la culture et aux collections, le 15 janvier, des militantEs de la BNF, de plusieurs musées (Cluny, Picasso, Quai Branly, Louvre, Arc de Triomphe) et d'établissements publics culturels de la RMN-Grand Palais et de l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives) sont venus soutenir leurs collègues du Centre Pompidou et de la BPI (Bibliothèque publique d'information). Les ministres changent, le bras de fer continue!

© SNMD-CGT-Culture

Entre 1982 et 1986, Naouri est le principal architecte de la dérégulation des marchés financiers. En 1987, il devient associé-gérant de la banque Rothschild et Cie. Il crée un fonds de pension et multiplie les prises de contrôle d'entreprises : il achète des parts minoritaires, puis il augmente ses parts par la dette en passant par diverses couvertures. C'est ainsi qu'il a pris le contrôle, depuis 1997, du groupe Casino, qui comprend aujourd'hui en France les magasins Casino, Monoprix, Naturalia, Franprix, Leader Price et Cdiscount.

Le pire du capitalisme

Après avoir longtemps prétendu que les comptes étaient bons, tout à coup la dette est insurmontable et il faudrait détruire cette entreprise emblématique, créée il y a 125 ans à Saint-Etienne par Geoffroy Guichard. La dette s'élève à 6 ou 8 milliards d'euros, liée à un développement utilisant les mécanismes avancés du capitalisme financier (holdings et empiement de structures). Mais cette dette est ancienne, les banques se sont payées maintes et maintes fois. Elles réclament pourtant aujourd'hui un remboursement immédiat.

Une découpe aux pièces

Un « plan de sauvegarde accélérée » a été proposé par ce qui est appelé « Le Consortium », qui regroupe les milliardaires Daniel Kretinsky, Marc Ladreit de Lacharrière et le fonds Attestor. Le tribunal de commerce a jusqu'au 25 février pour se prononcer sur ce plan. Leur projet est d'injecter 1 milliard de cash et d'imposer

LICENCIEMENTS « Jean-Charles Naouri passe Casino à la Moulinex »

Ce slogan des salariéEs résume bien la situation. Pour la direction, la vente de l'essentiel de l'entreprise est acquise. Ce serait une nouvelle perte importante pour la région de Saint-Etienne. Le plan social va être massif. Les engagements envers les salariéEs ne sont pas garantis. Au-delà des questionnements sur la grande distribution, les enjeux sociaux appellent une mobilisation d'ampleur.



aux créanciers d'échanger la dette contre du capital. Les 363 hypermarchés et supermarchés seraient vendus d'ici juin pour 1,2 milliard, Intermarché et Auchan étant en négociation exclusive pour ce rachat. L'idée serait de ne garder dans le groupe que les Casino de proximité, les Monoprix, les Franprix, et deux sièges dont un à Saint-Etienne, mais sur ce point les plus grands doutes sont permis.

Casse sociale

Immédiatement, c'est 2000 à 3000 emplois qui seraient supprimés : le siège stéphanois passerait de 1800 à 600 salariéEs, et plus d'un

millier de postes sont en jeu dans le reste du pays. Et c'est sans compter sur les emplois indirects. Les droits attachés aux emplois des supermarchés et hypermarchés sont menacés. Il reste encore des acquis sociaux issus du modèle paternaliste et intégré du groupe : CSE central, part importante de mutuelle prise en charge par l'entreprise, vrais temps de pause pour les caissières, journée continue, 13^e mois... Tous ces acquis ne sont garantis que pendant 15 mois et ils vont à terme être supprimés, lors du passage en magasins indépendants franchisés. Quant aux magasins de proximité, ils seront

d'abord franchisés, puis vendus dans quelques années. La marque Casino pourrait complètement disparaître.

Construire le rapport de forces

Les représentantEs du personnel et l'intersyndicale agissent pour que l'information-consultation du CSE central sur la vente des hypermarchés et supermarchés leur permette d'avoir des informations fiables. Ensuite, le reste du « Plan de sauvegarde de l'emploi » pourra se mettre en place. Le 17 décembre, une manifestation a regroupé près de 4 000 personnes à Saint-Etienne. Les salariéEs mobiliséEs essaient de créer le plus large consensus populaire et politique pour obtenir des pouvoirs publics une intervention contre la casse sociale que ce projet de démantèlement impliquerait. L'exécutif a les moyens d'imposer le respect des droits sociaux. De nouveaux rendez-vous se préparent : il faudra que la population se mobilise massivement, au-delà des salariéEs du groupe, et qu'une visibilité nationale soit donnée à cette question majeure pour l'emploi et les droits sociaux.

CorrespondantEs

USA Alors que Biden étend la guerre au Moyen-Orient, l'opposition grandit

Alors que des dizaines de milliers de personnes ont défilé à travers les États-Unis pour exiger un cessez-le-feu à Gaza et la fin du soutien militaire américain à Israël, le président Biden doit maintenant faire face à une nouvelle opposition, y compris au sein de son propre parti au Congrès, à propos de sa guerre non déclarée contre les Houthis au Yémen.

La semaine dernière, Biden, rejoint par les Britanniques et d'autres, a ordonné le tir de centaines de missiles sur des dizaines de cibles au Yémen, en représailles aux attaques des Houthis contre des navires marchands en mer Rouge. Les Démocrates du Congrès sont furieux contre leur dirigeant qui n'a respecté ni la Constitution des États-Unis qui donne au Congrès le pouvoir de déclarer la guerre, ni la loi sur les pouvoirs de guerre adoptée pour limiter le pouvoir présidentiel en 1973 après que le président Richard Nixon eut unilatéralement étendu la guerre du Vietnam au Cambodge.

Une décision présidentielle anticonstitutionnelle

Pramila Jayapal, démocrate, chef du groupe progressiste à la Chambre des représentants, a qualifié les armes lancées contre les Houthis au Yémen de « violation inacceptable de la Constitution ». La députée démocrate Cori Bush, qui est également membre des Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), a déclaré : « Le peuple ne veut plus que l'argent de nos contribuables serve à financer des guerres sans fin et à tuer des civils. Arrêtez les bombardements et faites mieux pour nous ». Les représentantEs démocrates Rashida Tlaib, Mark Pocan et Ro Khanna ont également condamné cette guerre anticonstitutionnelle. La plupart des Républicains ont soutenu l'action de Biden, mais quelques-uns se sont également plaints du fait qu'il n'ait pas demandé l'approbation du Congrès.

Le président affirme que ces actions ne s'inscrivent pas dans le cadre de la guerre qui s'étend au Moyen-Orient à la suite des bombardements génocidaires d'Israël sur Gaza, mais en fait il a également autorisé des frappes sur le Hezbollah Kataib, une milice chiite pro-iranienne en Irak et sur un entrepôt d'armes d'un groupe allié de l'Iran en Syrie. Les Houthis, le Hezbollah et les milices irakiennes espèrent peut-être, en soutenant leur allié le Hamas, décourager la campagne de bombardements d'Israël et accroître la pression sur les États-Unis, mais ils risquent de déclencher une guerre impliquant l'Iran, Israël et les États-Unis. Il en va de même pour les répliques israéliennes et américaines.

Les États-Unis détenteur d'une poudre

Le Moyen-Orient est un camp militaire américain bourré d'armes. Les États-Unis maintiennent actuellement 2500 soldats en Irak et 900 en Syrie — où la Russie a également des troupes — et ont environ 3000 soldats dans chacun des pays suivants : Jordanie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, et également 8000 au Qatar, 9000 à Bahreïn et 13500 au Koweït. Ces derniers jours, les États-Unis ont déployé une équipe d'officiers de renseignement pour aider Israël à cibler ses frappes, en principe pour réduire le nombre effroyable de pertes humaines à Gaza. Dans les eaux du Moyen-Orient se trouvent également une douzaine de navires de guerre américains avec leurs équipages et quelque 2000 marines.

Soutien au PalestinienNES et à la plainte de l'Afrique du Sud

Pendant ce temps, à Gaza, Israël poursuit ses bombardements et ses attaques qui ont déjà tué 27 000 PalestinienNES, dont 10 000 enfants, et plus de 7 000 seraient enterrés sous les décombres. Quelque 60 300 personnes ont été blessées, dont beaucoup sont mutilées. Selon Oxfam, le taux de mortalité est plus élevé que dans n'importe quel autre conflit du 20^e siècle. Tout cela a poussé l'Afrique du Sud à accuser Israël de génocide à Gaza, ce qui a conduit à une audience devant la Cour internationale de justice de La Haye. Aux États-Unis, des militantEs ont signé des pétitions et participé à des manifestations pour soutenir la cause de l'Afrique du Sud.

Ainsi, alors que Biden tente peut-être d'empêcher l'extension de la guerre, il s'oppose à un cessez-le-feu et continue de soutenir la guerre d'Israël contre les PalestinienNES, ainsi que les actions militaires au Yémen, en Irak et en Syrie. Non seulement Israël, mais aussi son sponsor et bienfaiteur, les États-Unis, devraient être jugés pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. C'est ce que disent des millions de personnes à travers le monde qui sont consternées par les atrocités actuelles, qui craignent une guerre de plus en plus étendue et exigent un cessez-le-feu et la justice pour la Palestine.

Dan La Botz, traduction DeepL, revue HW

Le chiffre

1%

Les 1% les plus riches détiennent 36% du patrimoine financier total en France, alors que plus de 80% des FrançaisEs ne déclarent posséder ni assurance-vie ni action directement.

Source : Rapport Oxfam France, janvier 2024.

No comment

Il faut arrêter de nous raconter des histoires, les 32 milliards en question, ce ne sont pas 32 milliards en plus, ce sont 32 milliards déjà inscrits dans la perspective de dépense publique

Si c'est PHILIPPE JUVIN (député LR) qui le dit... (BFM TV, 14 janvier) ou les limites des coups de com version Attal.

Agenda

Samedi 20 janvier, réunion publique du NPA sur la Palestine, Lille. À 18h 30 au Moulin de Wazemmes, 30, rue des Meuniers à Lille.

Dimanche 21 janvier, marches contre la loi immigration. À Paris, 14h, Trocadéro.

Mardi 23 janvier, rencontre de la Brèche sur Lénine, Paris. Avec Jean-Jacques Leclerc, auteur de *Lénine et l'arme du langage*, animé par Thierry Labica. À 19h, à la librairie, 27, rue Taine à Paris 12^e (métro Daumesnil)

Mercredi 24 janvier, rassemblement de solidarité avec la grève générale en Argentine, Paris 16^e. À 18h, devant l'ambassade argentine à Paris (angle rue Cimara — avenue Kléber, métro 6 : Boissière). Lire page 4.

Samedi 24 février, marche pour l'Ukraine, Paris. À 14h, République.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



EUROPE En Grèce, des facs privées, pas question!

Fort de sa victoire législative au printemps 2023, Mitsotakis tente de réaliser un vieux rêve de la droite grecque : la création de facs privées interdite par l'article 16 de la Constitution qui impose pour le (seul) enseignement supérieur le monopole public et la gratuité.

Malgré la casse du droit du travail, les diplômés universitaires gardent leur importance, d'autant que l'entrée en fac s'organise autour d'examens nationaux, les « panhelliniens », où une note élevée permet d'obtenir la section et le lieu des études choisis en priorité.

Marchandisation et exclusion

Système sélectif sévère, bachoté souvent dans de petites boîtes privées, mais ayant permis à un grand nombre de jeunes l'accès à des études sinon gratuites, en tout cas moins chères que dans bien des pays européens. Cela est fortement remis en cause depuis plusieurs années par un processus de marchandisation de l'enseignement avec l'existence de boîtes « supérieures » privées donc payantes, les « collègues », liées à des facs étrangères (environ 18 000 élèves). L'ex-ministre de l'Éducation a instauré l'équivalence professionnelle de leurs diplômés avec ceux de l'enseignement public. Avec l'instauration depuis trois ans d'une note minimum pour l'admission en fac. Ce système a déjà écarté 38 000 jeunes de la fac avec comme choix soit les « collègues » s'ils sont riches, soit la recherche d'emploi (précarité). Et aussi, l'affaiblissement continu des facs : baisse des financements (de 2008 à 2021, moins 18%) et du nombre de personnels dans les facs (même période, moins 33%). Le nombre moyen d'étudiantEs par enseignantEs est de 47 (la moyenne en Europe est de 13). Mitsotakis pense donc que le fruit est mûr et qu'il peut tenter de contourner l'article 16. Il se base aussi sur des sondages (59% de la population ne serait pas contre les facs privées...) et sur une opposition réformiste pas prête à une lutte centrale.

Un début de mobilisation étudiante prometteur

Les étudiantEs ont eux et elles très bien compris le projet : une attaque frontale contre la fac publique et gratuite, une mise en cause de leurs diplômés et de la possibilité de faire des études ! Loin de la propagande sur « la fac privée aidera la fac publique à s'améliorer », ils refusent la fac privée comme accélérateur de la casse du public (moins de financements, fermeture de départements...). Et après infos et discussions en AG, 120 sections syndicales (dans chaque département d'université, 1 section) dans tout le pays ont appelé à une première mobilisation nationale. Le jeudi 11, des milliers de jeunes étaient dans la rue, dont au moins 5 000 à Athènes avec des dizaines d'enseignantEs et des centaines de lycéenNEs conscients de la menace. Preuve de la peur du pouvoir, une pesante présence policière qui n'a pu empêcher le succès général de l'action. Le mouvement va chercher à s'étendre avec AG, occupations, liens aux syndicats ouvriers et une prochaine mobilisation le jeudi 18 janvier. Une réjouissante détermination qui a besoin d'une forte solidarité !

A. Sartzekis, Athènes, le 14 janvier 2024

À lire sur le site



Grande-Bretagne: ce que dit du système de santé la grève des médecins en formation,
par Dave Kellaway



La guerre discrète d'Erdogan,
par Mireille Court

ARGENTINE Un mois de gouvernement Milei: libéralisme radical et attaques antidémocratiques

Après seulement un mois de gouvernement, le président Milei range dans un tiroir sa principale promesse de campagne : faire payer la crise économique par la caste politique. Ce sont bel et bien les travailleurEs, à commencer par les plus pauvres, qui payent le prix de l'austérité.



ARTA / ESPACES LATINOS

La principale mesure prise a été de dévaluer fortement la monnaie et de libérer les prix. Le résultat est une inflation de 25% au mois de décembre, sans qu'on puisse entrevoir une diminution de celle-ci dans les prochains mois. Un seul exemple permet de l'illustrer : l'augmentation du prix des carburants fin décembre enclenchera une nouvelle spirale inflationniste et risque d'obliger à une nouvelle dévaluation, pour enclencher un troisième tour d'augmentations des prix. Pourtant son gouvernement aurait pu négocier avec la petite poignée d'entreprises pétrolières pour au moins échelonner l'augmentation. Mais son dogmatisme libéral le pousse à éviter toute intervention de l'État, même si ceci implique de modérer l'impact de ses mesures et de mettre en péril le succès de son plan économique. Son plan perd une dose de cohérence interne, tout en gardant son côté injuste.

Le projet de Milei : changer le pays à jamais

Cependant Milei ne se contente pas des mesures de court terme. Dans la foulée, il essaye de changer le pays à jamais : privatisation de toutes les entreprises publiques, dérogations aux lois de protection de la nature, dérégulation de tous les secteurs économiques, pour ne nommer que les points saillants. En tout, des centaines de modifications légales avec un méga-projet de loi et un décret présidentiel. Ceux-ci doivent passer maintenant par l'Assemblée. Ce n'est toujours pas clair ce que feront le Parti radical (aujourd'hui de centre-droite) et les péronistes non alignés avec le kirchnérisme. Concernant le décret,

au début ils se disaient contre, mais aujourd'hui leur opposition est de plus en plus tiède. Néanmoins, certains volets, notamment celui de la réforme du droit du travail, ont été suspendus provisoirement par la justice, constituant un premier revers pour le gouvernement. La Cour suprême de Justice doit se prononcer sur la constitutionnalité du décret. Le projet de loi est débattu depuis le 9 janvier. Au début, le gouvernement ne voulait rien négocier, mais pour en faire approuver au moins une partie significative, ils ont été obligés de proposer des modifications. La dérégulation de la pêche a été modifiée face aux pressions du secteur, l'article obligeant une autorisation à toute réunion publique de plus de trois personnes va être retirée. Même la réforme électorale concernant les législatives va être modifiée, voire arrêtée. Cette dernière était très critiquée car, d'une élection

à la proportionnelle directe par région, elle passait à une élection uninominale par circonscription. Un autre point, source de grandes critiques, est celui de la déclaration de l'urgence économique, qui donne les pleins pouvoirs au président pendant deux ans minimum, c'est-à-dire plus de pouvoirs et pendant plus de temps que lors de la pandémie de coronavirus.

Grève nationale le 24 janvier et solidarité internationale

Le résultat législatif et judiciaire est incertain. C'est la rue qui va changer la donne. Les casserolades, même si elles sont modestes, ont émergé depuis l'annonce du décret, et dans quelques quartiers de la capitale des assemblées populaires (comme celles de 2001) commencent à voir le jour. Mais le plus important est la grève nationale du 24 janvier. La bureaucratie syndicale

(beaucoup plus puissante que la française) semble se réveiller d'un sommeil de quatre ans et appelle à une grève générale d'un jour tout en interpellant le péronisme (notamment l'ancienne présidente Cristina Kirchner et le candidat perdant de la dernière présidentielle Sergio Massa) pour agir. Cette journée de grève et de mobilisation peut être le début d'une opposition sociale solide aux politiques libérales de Milei. Ici, en France, à l'appel de l'ACAF (Assemblée des citoyens argentins en France), de FAL (France Amérique latine) et de syndicats français (CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA et Solidaires) un rassemblement est prévu le 24 janvier à 18 heures devant l'ambassade argentine à Paris (angle de la rue Cimarosa et de l'avenue Kléber, 75016 Paris – Métro 6 : Boissière). Pour que vive la solidarité internationale face aux attaques des capitalistes !

Martin N.

AFRIQUE DE L'OUEST Mali, toute notre solidarité avec le parti SADI

La junte malienne accompagne la fuite en avant de sa politique sécuritaire avec la volonté de museler l'opposition. Dernière mesure en date, la tentative d'interdire SADI, une organisation de la gauche radicale.

Le 28 décembre, le parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI) a reçu une assignation de justice des autorités maliennes portant sur sa dissolution. Une manière de faire taire les voix dissonantes alors que le bilan de la junte est pour le moins décevant.

Mesures liberticides

En effet, les groupes djihadistes gagnent régulièrement du terrain et sont désormais capables de mener des blocus de villes. C'est le cas pour Tombouctou qui depuis plusieurs mois est privé de tout ravitaillement. En réponse, les forces armées maliennes mènent des opérations occasionnant plus de pertes de civilEs que de combattants islamistes.

Cette politique du tout militaire s'accompagne d'une recrudescence de la répression. Il y a six mois le Parti social-démocrate africain a été dissous au motif que son président avait durement critiqué la primature. Pour avoir contesté le taux de participation au référendum orga-

nisé par la junte, l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance a été lui aussi interdit. Ainsi bâillonnée, cette structure regroupant une trentaine d'organisations de la société civile ne pourra plus exiger la tenue des élections présidentielles sans cesse reportées par la junte.

Décennies de luttes

C'est donc au tour du parti SADI de subir les foudres des putschistes. Déjà son dirigeant Omar Mariko a dû s'exiler au vu des menaces pesant sur son intégrité physique. La dissolution est motivée par ses critiques des récentes opérations militaires contre les rebelles autonomistes à Kidal. La junte y voit une victoire dans la reconquête de la souveraineté nationale. Omar Mariko souligne les conséquences néfastes accentuant les divisions entre communautés qui ne font qu'éloigner les perspectives de paix dans la région.

Omar Mariko et ses camarades ont été les principaux animateurs de la lutte victorieuse

contre la dictature de Moussa Traoré en 1991, ouvrant la voie vers la démocratie au Mali. SADI allie combat pour l'indépendance nationale et luttes sociales. Cela s'est concrétisé dans la condamnation de Barkhane et la solidarité avec les sans-papiers maliens. L'organisation a exigé des autorités qu'elles refusent l'accord de réadmission exigé par la France pour les expulsés.

Si Goïta, le chef des putschistes, peut faire illusion avec ses discours nationalistes bien qu'il n'ait fait que remplacer une puissance occupante par une autre, en l'occurrence les Russes. Comble d'ironie, la junte se contente de suivre la stratégie du tout-militaire de l'armée française en dépit de la volonté des populations d'entamer des pourparlers de paix avec les différentes factions combattantes.

C'est donc naturellement que le NPA est résolument aux côtés des militantEs de SADI qui font face à une répression qui révèle la vraie nature de cette junte, celle d'une dictature.

Paul Martial

EXTRÊME DROITE BRUIT DE BOTTES EN EUROPE ET PERCÉE ÉLECTORALE

L'avenir du capitalisme semble être si sombre qu'il faut à tout prix aux pouvoirs qui le servent garder le contrôle des populations laborieuses qui subissent les effets des inégalités, du changement climatique et du racisme. Jusqu'à faire appel à l'extrême droite, à ses idées et son personnel politique? Réponses avec le dossier réalisé par la Commission nationale antifasciste du NPA.

L'Europe aux prises avec les démons de l'extrême droite

L'avenir devra dire si cette prophétie se réalise ou non. Une chose est certaine : nombre des partis qui composent le groupe ID, regroupant actuellement 63 eurodéputés sur 705 — il pèse donc aujourd'hui moins de 10% des sièges — ou encore le groupe de droite dure et de droite extrême des « Conservateurs et réformistes européens » (CRE) rival, ont connu d'importantes percées dans leurs pays respectifs, dans la dernière période.

Percée électorale et gouvernement en Suède, Finlande, Italie, Pays-Bas Appartiennent au CRE, notamment, les « Démocrates de Suède » (parti d'extrême droite institutionnalisé après avoir été fondé en 1988 par des néonazis) qui sont entrés dans la majorité parlementaire à la suite des législatives suédoises du 11 septembre 2022. Après avoir obtenu 20,5%, ils sont devenus le plus fort parti parmi les quatre à droite de l'échiquier politique, mais pratiquent le soutien au gouvernement sans participation ministérielle. Deux des partis membres du groupe ID, qui passe pour plus extrémiste que les rivaux des CRE, participent actuellement eux aussi aux gouvernements de leurs pays respectifs, à la suite des législatives tenues en septembre 2022 pour l'Italie et en avril 2023 en Finlande. Il s'agit respectivement de la Lega italienne et des Vrais Finlandais, la première gouvernant avec les « Frères d'Italie » de Giorgia Meloni — autre force issue de l'extrême droite — alors que les deuxièmes participent à un gouvernement avec la droite conservatrice et libérale à Helsinki, d'ailleurs placé sous le signe de l'austérité. Une troisième formation membre, le « Parti pour la liberté » (PVV) néerlandais, est sorti grand vainqueur des législatives aux Pays-Bas du 22 novembre 2023 — obtenant 23,5% des suffrages exprimés et devenant de loin la première force — mais peine à former un gouvernement, à défaut d'alliés en nombre suffisant. Le nouvel exécutif du pays n'a pas encore été formé à l'heure où nous rédigeons ces lignes; le chef du PVV qui en est aussi le seul membre formel — ce qui évite tout problème de démocratie interne —, Geert

C'est d'ores et déjà annoncé aux yeux de nombreux médias, l'extrême droite au Parlement européen, plus précisément le groupe « Identité et démocratie » (ID) dont les deux poids lourds sont le RN français et la Ligue (Lega) italienne, pourrait prendre de l'importance et constituer la troisième force au futur parlement de Strasbourg qui sera élu le 9 juin 2024.

Nombre des partis qui composent le groupe ID ont connu d'importantes percées dans leurs pays respectifs

Wilders, avait tenté de rassurer en déclarant qu'il s'engageait à « respecter la Constitution ». Si une alliance de Wilders avec le parti paysan protestataire BBB (plus ou moins poujadiste, 4,7% des voix) semble envisageable, d'autres partenaires potentiels, dont la branche dissidente de la démocratie chrétienne de Pieter Omtzigt (lui aussi gagnant du scrutin, avec 12,9% pour une première candidature), se montrent assez hésitants. Enfin, deux partis membres du groupe ID, le FPÖ (« Parti de la liberté d'Autriche ») de 2017 à 2019 et le Parti populaire conservateur d'Estonie pendant quelques mois en 2019, ont appartenu à des gouvernements dans un passé récent, mais sont retournés dans l'opposition.

L'extrême droite en Autriche et en Belgique aux portes de l'exécutif?

Cet état des choses ne devrait pas durer : l'Autriche retournera aux urnes au plus tard à l'automne 2024, soit cinq ans après les législatives du 29 septembre 2019. Ces dernières faisaient suite à la rupture de la coalition entre la droite (ÖVP, Parti du peuple autrichien) et l'extrême droite du FPÖ, consécutive au scandale massif qui avait secoué ce dernier parti, connu sous le nom d'« affaire Ibiza » puisqu'il fut révélé par une vidéo tourné dans cette île espagnole avec deux — désormais anciens — dirigeants du FPÖ. Une coalition, vacillante, entre la droite ÖVP et le parti vert autrichien a été formée, début 2020. Dans le contexte du scandale de l'époque, le FPÖ était d'ailleurs tombé à 16,2% aux législatives autrichiennes de 2019 avec une perte de -9,8%, et à 17,2% aux européennes de juin 2019. Tout cela relève du passé. Le parti d'extrême droite caracole aujourd'hui loin en tête dans les sondages. Ceux pour le prochain scrutin



européen le donnent à 30% pour juin 2024. Les choses sont similaires au niveau national, et Herbert Kickl, ancien ministre de l'Intérieur de l'extrême droite pendant la période gouvernementale de 2017 à 2019, pourrait finir l'année comme futur chef du gouvernement autrichien. Le parti est entré dans deux exécutifs régionaux, en Basse-Autriche et la région de Salzbourg, courant 2023. Un autre pays, la Belgique, ira aux urnes le 9 juin 2024 pour ses législatives en même temps que pour les élections européennes. Ces deux occasions devraient marquer le grand retour du parti d'extrême droite Vlaams Belang (« Intérêt flamand ») qui avait

été, dans la décennie précédente, été temporairement marginalisé par la montée de la droite conservatrice et nationaliste-flamande à base populaire, la N-VA (Nouvelle alliance flamande). Là aussi, la période la marginalisation n'a connu qu'un temps; le VB est actuellement coté entre 25% et 27% des voix dans la partie flamande du pays, pour les législatives. Et, pire, la N-VA a officiellement annoncé, samedi 13 janvier 2024, qu'elle pourrait former un gouvernement ensemble avec le VB si elle était « encore exclue du prochain gouvernement fédéral ». Dans le contexte actuel, ce ne serait qu'une alliance avec l'extrême droite en plus, en Europe...

L'antimacronisme du RN : une piètre boussole pour unir ses alliées en Europe

Le « combat des Serbes est aussi le combat des patriotes européens », déclare le directeur de la fondation Identité et Démocratie sur Radio Courtoisie pour justifier la rencontre entre Marine Le Pen et la vice-présidente de Bosnie-Herzégovine. Ou comment prendre comme modèle les partis ethnonationalistes aux politiques bureaucratiques, autoritaires, clientélistes et écocides.

Obsessions du wokisme, de l'islamisation, de l'immigration ou de la décroissance, promotion de la famille, mythe de puissance de la civilisation européenne sont les orientations du RN prétendu parti « de la joie de vivre [...] de la science et du progrès [...] de la vie et du vitalisme ». Un programme pour lequel Marine Le Pen et Jordan Bardella peuvent compter sur leurs alliés en Europe au moment des élections européennes. Mais c'est surtout contre Macron que le RN axe cette « élection de mi-mandat ».

Le RN et l'extrême droite au Parlement européen : des patriotes en contradiction

Pour apparaître comme candidat à l'alternance, il faudrait partir du bilan d'une délégation dont la plupart des observateurs disent qu'elle ne bosse pas. Le groupe mène malgré tout une propagande active, en lien avec l'extrême droite française. Alors que le RN ne produit rien, ses députés euro-

péens sont très diserts : conférences, rapports, enquêtes d'opinion, deux revues, cahiers thématiques, etc. Leur groupe « Identité et Démocratie » (ID) n'a pas les contours d'un super-groupe. Il doit s'affirmer à côté des « Conservateurs et réformistes européens » (ECR), euro-réalistes et ultralibéraux, dont l'atlantisme n'est pas le fort d'ID. Ces membres restent des alliés, comme Vox, à côté duquel des députés RN sont descendus dans les rues de Madrid en novembre. Pas de rapprochement avec Giorgia Meloni qui a commis l'erreur « d'aller pleurer le secours de l'Union européenne ». Les critiques sur les « propos incantatoires » que la Première ministre italienne n'a pas été capable de mettre en œuvre visent Marion Maréchal qui lorgne vers ECR. Outre le passage obligé chez l'allié historique Matteo Salvini, c'est en Hongrie que se jouent les alliances. Le RN travaille au corps les Fidezs, non inscrit, et Viktor Orban, Premier ministre et prochain

président du Conseil européen. Le RN table sur l'arrivée des Portugais de Chega, avec leur slogan « Dieu, patrie, famille et travail », et du PVV hollandais de l'islamophobe Geert Wilders. Certains voudraient passer de « lanceurs d'alerte » à groupe majoritaire. Mais le RN peine déjà à mettre en mouvement ses alliés dont la cohérence interne est faible. La Déclaration des droits des peuples et des nations, lancée par Marine Le Pen et censée « ravir tous les patriotes d'Europe et du monde », n'est même pas traduite. Le RN table sur des alliances ponctuelles pour faire bloc sur des votes symboliques.

Le RN en quête d'une teinte sociale

Le RN se servira de la détestation de Macron pour critiquer la légitimité démocratique de l'UE, sans hésiter à dénoncer une « oppression de plus en plus insupportable » et un « impérialisme » s'exerçant sur les pays qui la composent. Ses premières prises de posi-

Le RN peine à mettre en mouvement ses alliés dont la cohérence interne est faible

tion reflètent un flottement : « européeniser » les thématiques de présidentielle? Axer sur la dimension civilisationnelle? Reprendre le clivage des « nationaux contre les mondialistes »? Mobiliser les « partisans de la puissance » contre les « forces du renoncement »? Sur cette thématique, Bardella vise le patronat avec son appel à la « sobriété normative ». La teinte sociale de son programme fera pâle figure. À nous de faire que son « message d'amour et de vérité » [sic] passe pour ce qu'il est : un verbiage creux, chauvin et xénophobe, dont le projet aggravera l'exploitation sociale, les crises environnementales, la perte des solidarités et la dépossession démocratique.

VAUCLUSE L'État coupable de non-assistance à personne en danger!

À Carpentras, une femme sans domicile est morte de froid dans la rue. Dans le Vaucluse, le 5^e département le plus pauvre de France, Carpentras est classée dans les 30 villes les plus pauvres de l'Hexagone.

Cela n'a pas empêché la préfète macroniste du Vaucluse, dans un communiqué la veille du décès de cette femme, d'expliquer, en dépit d'un mistral glacial, qu'« à ce stade, bien que Météo France ne place pas le Vaucluse en vigilance grand froid, les services de l'État ont néanmoins décidé, en lien avec le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), de permettre l'accueil temporaire ce soir de toute personne qui serait sans domicile » et d'ajouter : « Au vu des niveaux d'occupation actuels des dispositifs d'hébergement d'urgence, il n'est pas nécessaire d'ouvrir des places supplémentaires par la mobilisation, par exemple, de gymnases. » Ce n'était pourtant pas bien compliqué et cela aurait pu éviter la mort de cette femme. Colère du directeur de l'association Rhéso chargé sur Carpentras de l'hébergement d'urgence : pas assez de lits, pas assez de places d'accueil, pas assez de travailleurEs sociaux !



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Une pauvreté qui ne fait que s'accroître
Pourtant en juillet 2017, Macron déclarait qu'il n'y aurait plus de SDF à la fin de son quinquennat. Il en est à son deuxième et rien n'a changé. Pire, le nombre de personnes démunies, vivant dans des conditions indignes, sans solution d'hébergement, sous le seuil de pauvreté ne fait que s'accroître.

Et ce ne sont pas les nouvelles mesures encadrant le RSA ni même la loi asile immigration qui vont inverser cette tendance. Alors qu'en 2023, les profits du CAC 40 ont battu tous les records, rien n'est fait pour une vraie politique sociale pour toutes et tous.

Des solutions existent : rattrapage de l'inflation, augmentation des salaires, réquisition des logements vides et construction de logements sociaux, embauche de personnel dans les services publics du social, de la santé, gratuité des transports, mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation...

Correspondante



LYON Soutien à Geneviève Legay, contre toutes les violences policières

Le premier procès d'un donneur d'ordre de la police de la V^e République s'est tenu à Lyon les 11 et 12 janvier 2024.

C'est celui du commissaire Rabah Souchi, qui a ordonné une charge à Nice lors du mouvement des Gilets jaunes, durant laquelle Geneviève Legay, Gilet jaune et militante d'Attac, a été violemment poussée par les policiers et s'est retrouvée dans le coma. Refusant d'assumer, le commissaire utilise les lignes de défense habituelles en cas de violences policières : réécrire les faits, se défausser sur ses supérieurs ou ses subordonnés qui auraient mal exécuté ses ordres. Il n'a pas hésité, malgré la diffusion des vidéos de la scène, à expliquer que Geneviève serait tombée « parce qu'elle faisait une crise d'épilepsie » ! Il n'a pas convaincu le procureur, qui a rejeté l'acquiescement et requis six mois de prison avec sursis ! Le jugement sera rendu le 8 mars 2024, journée internationale de lutte pour les droits des femmes... Comme un symbole !

Violences policières, racisme et colonialisme

À l'initiative d'Attac se tenait simultanément à la Bourse du travail de Lyon, à 250 mètres du tribunal d'instance, « le procès des violences policières » : journée de tables rondes, soutenue par le collectif « En deuil et en colère » du Rhône, des victimes et associations de victimes de ces violences, les associations de quartiers et de défense des



CHARMAG

droits humains, des syndicats et des partis.

L'occasion de refaire l'historique de l'affaire Legay, puis de parler des violences policières, des morts, des mutilés, des procès qui se tiennent où les victimes deviennent les coupables, coupables d'oser remettre en cause la police.

L'occasion aussi de (re)dire que les policiers des années 1970 et 1980 étaient souvent d'anciens appelés de la guerre d'Algérie, qui la poursuivaient en humiliant les jeunes des banlieues, qu'ils appelaient « les petits Fellagha ».

Intervention de Philippe Poutou

Mais aussi de faire le lien entre ces violences, le colonialisme qui se poursuit, la crise qui s'approfondit, comme l'a fait Philippe Poutou qui intervenait pour le NPA dans l'atelier sur « les quartiers populaires, laboratoire des violences policières ».

Il a rappelé le soutien du NPA aux révoltes de juin dernier que nos adversaires appellent « des émeutes » et la violente réaction que ce soutien a suscité au sein du Conseil métropolitain de Bordeaux où il est élu.

Comme l'a expliqué ensuite l'association Flagrant Déni, qui se

bat contre l'impunité policière (www.flagrant-deni.fr), les commissions de déontologie, invisibles et inconnues de presque tout le monde, traitent 90 % des affaires de violences policières. La partie immergée de l'iceberg...

Supprimer l'IGPN et construire un front social et politique contre le racisme systémique

Ainsi, lors de cette table ronde, nous avons pu réclamer la suppression de l'IGPN, qui traite les 10 % d'affaires de violences policières restantes, celles qui sont médiatisées, pour la remplacer par une autorité indépendante pour contrôler la police.

Et laissons la conclusion à la salle — bien remplie pour un jour de semaine — dans laquelle une camarade de l'appel « Nous refusons d'obtempérer » s'est félicitée de cette journée et a appelé à poursuivre par un front social, politique avec les associations de quartier, car les racisés doivent porter ce combat avec d'autres forces, pour réussir à déconstruire le racisme systémique qu'ils subissent.

Correspondante



SANTÉ Pourquoi les tarifs des mutuelles explosent ou la nécessité de réclamer un « 100% Sécu »

Parmi les mauvaises surprises de ce début d'année figurent les hausses massives des tarifs de mutuelles et assurances complémentaires santé. Elles grèvent un peu plus un pouvoir d'achat déjà fortement entamé par l'inflation sur les produits de première nécessité (alimentation, énergie, transports...).

Selon la Mutualité française, ces hausses (certainement sous-estimées), seraient, en moyenne, de 8,1 % et pourraient atteindre 12,5 % pour certains contrats. C'est plus du double de l'inflation prévue. Ces augmentations s'ajoutent à celle de l'année précédente estimée, selon la même source, à près de 5%. Selon une enquête de l'association de consommateurs UFC-Que choisir les tarifs des complémentaires santé avaient augmenté de 47 % entre 2006 et 2017, passant, en moyenne, de 468 euros à 688 euros par personne soit 3 fois l'inflation (14 %). Cette hausse continue touche en particulier les retraités, dont le budget santé prélevé sur des retraites insuffisantes pèse de plus en plus lourd.

Politiques libérales depuis la réforme Juppé de 1995

La santé, l'un des biens fondamentaux auxquels chacun devrait pouvoir accéder, sans discrimination, pèse de plus en plus lourd dans le budget des ménages. Avoir une « bonne mutuelle » est devenu une condition nécessaire pour un réel accès aux soins. Pourtant, 5 % de la population n'a pas d'assurance complémentaire, et parmi les autres, beaucoup sont financièrement contraints de « choisir » les contrats les

moins chers avec une couverture médiocre, ce qui renforce les inégalités de santé. L'explosion des tarifs des mutuelles est la conséquence directe des politiques libérales, menées par tous les gouvernements depuis la réforme Juppé de 1995. Au nom d'un prétendu « déficit » créé de toutes pièces par les exonérations de cotisations patronales (75 milliards), ce sont les malades qui doivent payer une partie croissante de leurs soins, soit directement (franchises) soit par l'augmentation de leurs mutuelles.

La « face obscure » du 100% santé, mirage d'une fausse gratuité

Depuis son élection en 2017, Macron a poursuivi ces contre-réformes. Le « 100% santé », souvent présenté comme une des grandes mesures « sociales » du macronisme permet, certes, le remboursement intégral des modèles les moins chers de lunettes et prothèses dentaires et auditives. Mais cette apparente « gratuité » est en réalité largement financée par les complémentaires santé et donc par la hausse de leurs tarifs, tout comme le sont les dépassements d'honoraires et autres forfaits non pris en charge par la Sécurité sociale. Cela contribue au basculement d'un système public dans lequel chacun peut se soigner selon ses besoins à un système assurantiel où l'on se soigne selon ses revenus.

Les nominations dans le gouvernement Attal de la sarkozyste Catherine Vautrin en tant que ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités et de l'ultralibérale Agnès Pannier-Runacher en tant que ministre déléguée à la Santé augurent d'une accélération de la privatisation et de la marchandisation du système de santé. Elles ne font que donner plus d'actualité au combat unitaire pour le « 100% Sécu » c'est-à-dire au remboursement intégral des soins par une sécurité sociale financée intégralement par les cotisations dites « patronales » et gérée par les assurésEs sociaux.

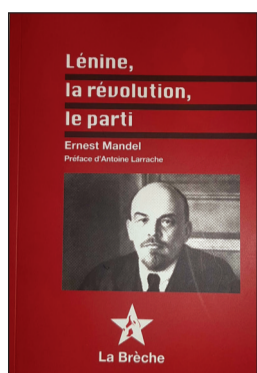
J.C. Delavigne



Culture

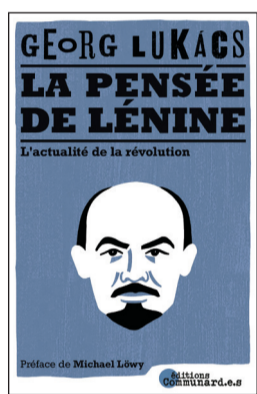
Quelques livres à l'occasion du centenaire de la mort de Lénine

Des nouveautés, mais aussi des rééditions pour tout comprendre de l'actualité de Lénine.



Lénine, la révolution, le parti, d'Ernest Mandel

Éditions Librairie La Brèche, janvier 2024, 168 pages, 7 euros.



et La pensée de Lénine, de Georg Lukács

Éditions sociales, janvier 2024, 138 pages, 13 euros.

Le point commun de ces deux ouvrages par-delà les années — le «Lukács» date d'il y a un siècle; les cinq textes de Mandel démarrent en 1953 — c'est le concept d'actualité de la révolution. Non pas comme nombre de gauchistes d'alors et d'aujourd'hui l'entendent — qui voient la révolution s'avancer à la moindre péripétie de la lutte des classes, confondant dans une agitation fébrile leur naissance à la politique avec la naissance de la politique — mais comme objectif historique d'une époque de guerres et de révolution, époque ouverte par août 1914.

Lukács a parfaitement saisi ce en quoi Lénine incarnait la vague révolutionnaire: non pas l'icône, la momie du mausolée de la place Rouge au service du totalitarisme dans un seul pays, mais sa pensée totalisante qui perçoit la Révolution mondiale comme un tout, où la Russie arriérée n'occuperait qu'une place secondaire, où le privilège, l'inégalité sont l'ennemi partout dans le monde. Mandel, dès les années 1950, reprend le flambeau:

l'actualité de la révolution est une perspective historique. Lénine, et c'est son génie, a su la percevoir et s'en saisir pour brusquer son parti (avril 1917) et faire aboutir une révolution prolétarienne. La Quatrième Internationale s'inscrit dans cette époque de guerres et de révolutions. Les masses exploitées ne sont plus les mêmes, les modes d'exploitation différents, la révolution n'est plus imminente sauf par intermittence (la Chine, Cuba, le Che, l'année 1968 au niveau mondial...) et la conscience de classe reste la clé. Mandel n'a de cesse de nous faire comprendre qu'un révolutionnaire doit s'organiser, que l'organisation marxiste révolutionnaire s'éduque en éduquant. La conscience de classe, son niveau, son développement, c'est la tâche sine qua non des révolutionnaires. Comme pour Lukács, la théorie révolutionnaire est apportée de l'extérieur à la classe ouvrière mais n'acquiert sa légitimité que confrontée à la pratique des luttes quotidiennes, sous peine d'inanité.

L'objectif central de Lénine, des écrits de Lukács, de la pratique et des textes de Mandel, c'est de faire intégrer par le plus de travailleurEs possible que l'État est la cristallisation des privilèges, la justification de l'inégalité — derrière l'idéologie majoritaire du «je vote donc je suis l'égalE... du bourgeois» —, l'ennemi à abattre. Le comprendre est le pas décisif de l'adhésion au parti d'avant-garde, chez nos trois auteurs. Ce parti d'avant-garde, s'il n'est pas autoproclamé, est l'expression de la classe en mouvement et n'est qu'un moyen vers la Révolution, elle-même étant une voie de passage obligée vers la société sans classes.

Découvrir Lénine, de Marina Garrisi

Éditions sociales, janvier 2024, 184 pages, 10 euros.

Publié par les Éditions sociales, dans la collection Les Propédeutiques, ce *Découvrir Lénine* est un petit ouvrage efficace et utile: 11 thèmes, traités de façon méthodique, avec pour chacun une citation de texte original issu des œuvres complètes, une rapide contextualisation, une série de questions suivies d'un



développement à vocation pédagogique — mais qui énonce un point de vue — puis d'une proposition pour aller plus loin...

Choisir 11 thèmes dans l'œuvre colossale de Lénine n'est certainement pas une mince affaire. Mission accomplie: la sélection proposée permet à la fois de découvrir la pensée de Lénine, d'aborder certaines questions d'une brûlante actualité (sur le parti, la guerre, la révolution, les élections...), d'autres entrées moins évidentes (sur la question nationale, sur la bureaucratie), le tout dans une perspective de formation et d'action, ce qui va bien à l'œuvre, et surtout à l'engagement politique, de Vladimir Illich Oulianov!

Claude Moro



Lénine et l'arme du langage, de Jean-Jacques Lecercle

Éditions La Fabrique, janvier 2024, 208 pages, 15 euros.

Qu'avons-nous, cent ans après sa disparition, à apprendre de Lénine et de son œuvre? À une époque où l'abstraction, les périphrases et la langue de bois sont la norme en politique, quelles leçons pouvons-nous tirer de la lecture des 45 volumes de l'œuvre de celui qui avait le verbe haut, l'emportement et l'indignation faciles et pour qui la vérité était essentielle? S'il ne s'est aucunement intéressé au langage en tant que tel, il en maîtrisait les subtilités, les paradoxes et la

portée. Lénine connaissait la nécessité de tenir compte de la conjoncture et de revenir sur des mots d'ordre donnés, lorsque les circonstances l'imposaient. Il avait compris le pouvoir des mots et l'importance fondamentale, dans la lutte de classe, de se réappropriés ceux dévoyés par l'adversaire. En analysant ces textes, Jean-Jacques Lecercle nous apprend comment parler politique selon Lénine afin de pouvoir, «grâce à lui et parfois malgré lui» penser la révolution.

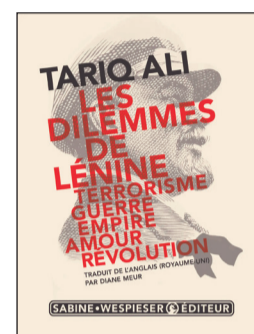
Cyrielle L. A.



Que faire de Lénine?, de Guillaume Fondu

Éditions Critiques, 2023, 202 pages, 18 euros.

Si Lénine est incontestablement un grand théoricien, la plupart de ses textes sont directement polémiques ou bien ce sont des discours, voire des décrets. Il représente une certaine façon de faire de la politique: partir des outils théoriques marxistes et matérialistes de compréhension du monde (sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire) pour analyser une situation concrète (la formation sociale russe, le rapport de forces entre les classes...) et en déduire un scénario possible pour formuler les mots d'ordre capables de faire comprendre la situation et les tâches aux masses pour les mobiliser. Ce sont les différents moments de cette pratique politique que le livre explore. C'est d'ailleurs une des grandes forces du livre que de présenter de nombreux textes inédits pour comprendre la parole des adversaires socialistes de Lénine, les thèses des «économistes», des mencheviques ou des socialistes-révolutionnaires, trop souvent réduits à des caricatures. Cela permet d'inscrire Lénine dans les

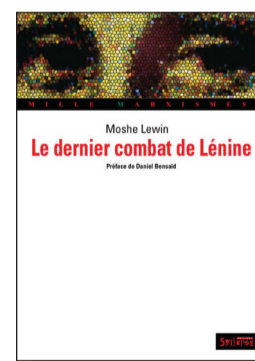


débats de son époque et de comprendre pourquoi il tranche avec les autres dirigeants. Ce livre a le mérite d'utiliser Lénine pour nous inviter à formuler des questionnements sur notre époque et nos pratiques politiques.

Les Dilemmes de Lénine, de Tariq Ali

Sabine Wespieser, 2017, 485 pages, 25 euros.

La biographie de Lénine par le révolutionnaire et écrivain britannique Tariq Ali est parue en français il y a six ans. Il explore les aspects les moins connus de Lénine: son rapport à la tradition populiste, anarchiste et terroriste russe, son rôle dans les années terribles de la guerre civile, ses positions sur l'amour libre et la libération des femmes. Sous la plume du romancier, le personnage de Lénine reprend vie, avec ses doutes et ses contradictions, loin de l'image d'un homme sans relief ni émotions, automate au service de la révolution.

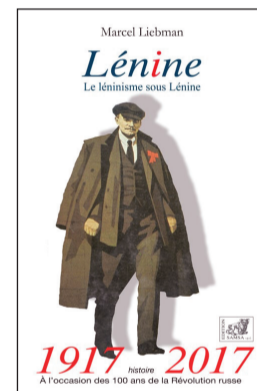


Le Dernier Combat de Lénine, de Moshe Lewin

Syllepse, 2015, 193 pages, 17 euros.

Ce livre de l'historien soviétique Moshe Lewin revient sur les derniers mois de la vie de Lénine. Atteint de paralysie et gravement malade, coupé des moyens

de communiquer avec le parti par un Staline qui cherche à préserver son pouvoir, Lénine va faire le diagnostic de la contre-révolution qui est en train de naître à l'intérieur même du nouvel État soviétique. Il va alors rassembler ses dernières forces pour mettre sur pied une alliance avec Trotski et mener la lutte dans le parti contre Staline et les bureaucrates sur lesquels il fonde son pouvoir. Un livre essentiel pour comprendre la destinée tragique de la révolution russe mais aussi contre les mensonges du stalinisme.



Le Léninisme sous Lénine, de Marcel Liebman

Samsa, 2017, 780 pages, 23 euros.

Le livre de Marcel Liebman est la somme la plus complète et la plus rigoureuse sur les évolutions politiques de Lénine, de la formation du bolchevisme à la création de la III^e Internationale en passant par sa compréhension à partir de 1905 des soviets comme organe fondamental de la dictature du prolétariat ou sa défense acharnée du droit à l'autodétermination des peuples. Un livre inégalé depuis sa première parution en 1975.

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

LOGEMENT « La loi Kasbarian et la loi Darmanin visent à rassurer les multipropriétaires et à désigner des boucs émissaires »

Entretien. Le nombre de personne sans domicile a doublé en dix ans, selon la Fondation Abbé-Pierre. Plusieurs personnes sont mortes début janvier de vivre dehors ou dans des abris de fortune. **Raphaël**, porte-parole de la fédération de Droit au logement (DAL) pour le Sud-Est revient sur l'état du logement en France et les politiques qui vont à l'encontre de ce droit essentiel d'avoir un toit!

Quelle analyse fais-tu de la crise actuelle du logement ?

La crise sociale du logement est de plus en plus forte, en raison des choix politiques et budgétaires : disparition de l'aide à la pierre pour la construction et la rénovation publique, ponction dans les budgets des bailleurs sociaux, soutien aux milieux de l'immobilier, à ceux du sur-tourisme et aux projets de rénovation urbaine dans les quartiers populaires aux effets désastreux. Les conséquences directes sur les populations les plus précarisées sont terribles. Le nombre de demandeurEs de logement social est inédit. Ce sont les victimes de la crise du logement cher qui ne peuvent plus se loger dans le parc privé, qui sont menacées d'expulsion pour dettes, qui cherchent à « quitter le quartier » sans y parvenir. Le nombre de personnes sans-logis a doublé en dix ans. Survivent dans la rue au moins 3000 enfants. Le nombre de logements sociaux produits est au plus bas, sans parler de ceux vendus à la découpe ou démolis. Le nombre de personnes prioritaires Dalo non relogées a explosé...

Parallèlement, alors que le nombre de sans-logis est estimé à 400 000 personnes, le nombre de logements vides n'a jamais été aussi élevé : 3,3 millions... et presque autant sont à louer sur la plateforme Airbnb.

Le nombre de logements vides n'a jamais été aussi élevé : 3,3 millions... et presque autant sont à louer sur la plateforme Airbnb

Comment la loi Kasbarian, dite « antisquat » a-t-elle aggravé la situation ?

Cette loi est en réalité une loi « antipauvres », elle s'attaque en effet aux conséquences de cette crise... mais pour sauvegarder les intérêts des propriétaires ! Par un paquet de mesures administratives ou judiciaires : possibilité d'expulser plus vite les « mauvais payeurs » ; peines de prison pour les squatteurs ; instauration d'un nouveau délit de maintien dans son logement une fois l'expulsion prononcée... Il s'agit de la loi la plus répressive contre les mal-logés jamais votée, et qui s'articule malheureusement parfaitement avec le vote de la récente loi Darmanin et son volet « logement ».

Comment les deux lois sont-elles liées ?

Avec la loi Darmanin, la priorité nationale est entrée dans ce pays ! Elle devrait s'appliquer pour les APL, l'hébergement d'urgence, le Dalo, les prestations familiales,



Manifestation du DAL à Paris début janvier 2024. DAL

La fin de l'inconditionnalité de l'hébergement et la criminalisation des squats vont forcer les personnes migrantes en situation irrégulière à faire un choix : mourir à la rue ou « re-migrer »

mettant quasiment fin à la possibilité déjà mince d'accéder à un logement pour les familles sans carte d'identité française. Dans le même temps, c'est la suppression de l'automatisme du droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers. C'est aussi le durcissement de l'accès et du renouvellement d'un titre de séjour dans un climat raciste et islamophobe...

Ces deux lois, ainsi que les menaces de l'ex-Première ministre Elisabeth Borne concernant la fin de l'attribution de logements HLM aux prioritaires Dalo dans les quartiers populaires où aujourd'hui se concentrent la plupart des logements à bas loyers, visent les mêmes objectifs. Il s'agit de rassurer les multipropriétaires inquiets de voir baisser leur rente tirée des loyers face à l'inflation subie de plein fouet par les locataires et de désigner des boucs émissaires (mauvais locataires, mauvais payeurs, mauvais parents...) pour masquer l'absence de volonté de la part du gouvernement d'endiguer la crise sociale et détourner l'attention des vrais responsables du mal-logement : les financiers, les promoteurs, les maxi-propriétaires, les spéculateurs. La fin de l'inconditionnalité de l'hébergement et la criminalisation des squats vont forcer les personnes migrantes en situation irrégulière à faire un choix : mourir à la rue ou « re-migrer », en attendant le « débat » sur la fin de l'Aide médicale d'État. Faire du Zemmour sans le dire, c'est à ça qu'on reconnaît ce gouvernement.

Comment lutter contre ces lois antisociales et autoritaires ?

Quand on attaque les droits des catégories marginalisées comme les habitantEs des quartiers populaires, les squatteurs, les personnes migrantes, on attaque les droits de toutes et tous. C'est donc avec une réponse globale qu'il faut

réagir, en nommant les responsables et les irresponsables, dans l'unité et par la lutte sociale.

Face à un déferlement raciste et antisocial de cette ampleur, et dans le climat anxieux de la guerre si proche en Ukraine et du massacre génocidaire des PalestinienNEs comment contre-attaquer ?

En s'appuyant sur les mouvements en cours : dans beaucoup de grandes villes, parents d'élèves et enseignantEs « déboussent » et constituent une ligne de front contre les lois Darmanin et Kasbarian, en occupant les écoles pour mettre à l'abri les enfants scolarisés et leurs familles. Soucieux de ne pas devenir un « hébergement institutionnel bis », elles et ils réclament désormais l'application de la loi de réquisition des logements vides. Ils demandent des réponses tout aussi bien à l'État qu'aux mairies. Les maires ont déjà, n'en déplaise aux sénateurs communistes, la possibilité de réquisitionner au

Il s'agit de faire cesser la mise en concurrence des gens entre eux dans un contexte de pénurie organisée

titre de leur compétence d'officier de police judiciaire. Cela s'est fait récemment à Montreuil ou encore à Saint-Denis.

Le DAL pousse et soutient également l'organisation et l'action des locataires et des colocataires pour mettre un terme aux abus des propriétaires, réclamer des baisses de loyers et de charges par la rénovation thermique de leurs bâtiments (sans augmentation à posteriori) et construire la solidarité et l'entraide dans nos quartiers. Les attaques du gouvernement à la suite des émeutes de mai-juin 2023, qui n'ont donné lieu à aucune réponse sociale, sont terribles et ne s'arrêteront pas là : expulsion des familles des participantEs aux émeutes, répression financière des parents tenus pour responsables, accélération des projets de rénovation urbaine qui chassent les pauvres en périphérie.

L'action du DAL consiste essentiellement à aider à la mise en mouvement et l'action des premierEs concernéEs dans la lutte sociale, dans un combat quotidien. Il s'agit de faire cesser la mise en concurrence des gens entre eux dans un contexte de pénurie organisée (dans le domaine du travail, de la santé, de l'éducation) et sur fond de racisme structurel. Je citerai pour finir la phrase bien connue de Martin Niemöller : « Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester ».

Propos recueillis par Roseline Vachetta

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalist1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°152 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

